

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 3 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE FRANCE

Les carrières
23250 Soubrebost

Références : D-UD83-2025-0087

SPR/201-2025

Code AIOT : 0006401997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement CARRIERES DE FRANCE implanté DOMAINE D'ORVES 83330 Évenos. L'inspection a été annoncée le 18/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection était de vérifier les suites données aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 13 mars 2023 (prescriptions techniques) et du 2 octobre 2024 (garanties financières) ainsi que celles données à l'arrêté portant astreinte administrative du 13 juin 2024 .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE FRANCE
- DOMAINE D'ORVES 83330 Évenos
- Code AIOT : 0006401997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée depuis plus de vingt ans . Il s'agit d'une carrière de calcaires marbriers. La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de 8000 tonnes de matériaux bruts. L'exploitant actuel est la société CARRIERE DE FRANCE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure (13/03/2023 et 02/10/2024)
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3	Avec suites, Astreinte	Recouvrement d'astreinte administrative	A compter de la notification de l'arrêté de recouvrement
2	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3	Avec suites, Astreinte	Recouvrement d'astreinte administrative	A compter de la notification de l'arrêté de recouvrement
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2	Avec suites, Astreinte	Recouvrement d'astreinte administrative	A compter de la notification de l'arrêté de recouvrement
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3	Avec suites, Astreinte	Recouvrement d'astreinte administrative	A compter de la notification de l'arrêté de recouvrement
5	Suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1	Avec suites, Astreinte	Recouvrement d'astreinte administrative	A compter de la notification de l'arrêté de recouvrement

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.5.4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait donné les suites nécessaires permettant la levée des non-conformités visées dans l'arrêté de mise en demeure du 2 octobre 2024 concernant le renouvellement des garanties financières.

Cependant, les autres non conformités ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 13 mars 2023 et de l'arrêté portant astreinte administrative du 13 juin 2024 sont toujours existantes.

Les délais fixés (entre deux et six mois) dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023 sont aujourd'hui largement dépassés et la société Carrières de France n'a toujours pas pris les mesures nécessaires à la mise en conformité de ses installations.

Il faut aussi noter que l'arrêté portant astreinte administrative du 13/06/2024 était assorti d'un sursis à exécution jusqu'au 31/12/2024.

Malgré ces délais accordés, les non-conformités sont à nouveau constatées notamment concernant la remise en état progressive ou la protection de la biodiversité.

Des suites administratives sont donc proposées suite à ce constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3
Thème(s) : Autre, suivi exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant évaluera les mesures de réduction et d'accompagnement préconisées lors des 3 premières années d'exploitation (n+1 et n+3). Le suivi de la remise en état permettra d'adapter les mesures préconisées selon les premiers résultats constatés.</p>
Constats : <p>L'évaluation des mesures de réduction et d'accompagnement lors des 3 premières années d'exploitation (n+1) et (n+3) n' a toujours pas été réalisée . Cette non-conformité était visée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Recouvrement d'astreinte administrative

N° 2 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : <p>- mise en place d'une rampe sur les bassins artificiels pour faciliter la sortie des espèces prises au piège et menacées de noyade ;</p> <p>- création d'une mare. Celle-ci sera réalisée pour favoriser le développement des espèces d'insectes(odonates en particulier), des espèces d'amphibiens (rainette méridionale) et des autres taxons de manière générale (flore, avifaune, chauves-souris, reptiles, etc.).</p> <p>Elle devra être en pente douce avec des zones plus profondes, de préférence hors emprise de la demande d'autorisation, à proximité du hangar actuel étant donné la nature du sol. La revégétalisation se fera de manière spontanée.</p> <p>Cette mare ne devra pas être équipée de bâches ou autres dispositifs artificiels pour retenir l'eau. Une couche d'argile, d'une épaisseur de 30 à 50 cm est préconisée pour retenir au maximum l'eau.</p>
Constats : <p>Les rampes dans les bassins sont toujours absentes et la mare n'a toujours pas été réalisée .</p> <p>Ces non-conformités étaient visées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Recouvrement d'astreinte administrative

N° 3 : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2
Thème(s) : Autre, remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024
Prescription contrôlée : <p>La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté.</p> <p>Globalement, la remise en état du site consiste en un remblaiement partiel permettant de redonner au site un usage naturel et agricole à la fois.</p>

Elle doit être coordonnée à l'exploitation, conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Constats :

Les premières phases de remise en état prévues n'ont toujours pas été réalisées conformément aux plans annexés à l'arrêté d'autorisation.

Cette non-conformité était visée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Recouvrement d'astreinte administrative

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3

Thème(s) : Autre, remise en état

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

Prescription contrôlée :

Le merlon présent à gauche, en arrivant sur la carrière, sera modelé de façon à obtenir une pente plus douce et le sommet de la butte paysagère sera arrêté à 102 NGF contre 104 NGF actuellement. La végétalisation de ce merlon se fera progressivement de manière naturelle avec des espèces endémiques au site lors de la première phase d'exploitation.

Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé, seront utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés (taille maximale 0,5 m* 0,5 m * 0,5 m).

Constats :

Le merlon à gauche, en arrivant sur la carrière, n'a toujours pas été modelé de façon à obtenir une pente plus douce ni revégétalisé.

Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé n'ont pas été utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés étant donné que la phase 1 de remise en état n'a toujours pas été réalisée

Cette non-conformité était visée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Recouvrement d'astreinte administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1

Thème(s) : Autre, rapport annuel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre d'autorisation sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les limites du périmètre d'extraction ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de stériles, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées, conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 8.2.1.1 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni de rapport annuel d'activité 2023 et 2024.

Cette non-conformité était visée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2023

Le plan à jour de la carrière est fourni à l'inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Recouvrement d'astreinte administrative

N° 6 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 1.5.4
Thème(s) : Autre, Renouvellement garanties financières
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu au chapitre 1.5.3 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement. Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.
Constats : Une copie de l'attestation des garanties financières datée du 25 janvier 2025 est fournie par l'exploitant. Cette attestation couvre la période allant jusqu'en novembre 2026
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure